

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Marché n°01-2025

**MARCHE DE TRAVAUX – MODIFICATION DES FACADES ET
REHABILITATION THERMIQUE DE LA CPAM BARATTE SITUEE
AU 7 RUE DU COLONEL DARTOIS 58000 NEVERS**

POUVOIR ADJUDICATEUR/MAITRE D'OUVRAGE

**Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Nièvre
50 Rue Paul Vaillant Couturier
58000 NEVERS**

Le pouvoir adjudicateur est représenté par :

Monsieur le Directeur,
Monsieur Julien JAFFRE

SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	2
GENERALITES	4
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 Objet du marché	4
1.2 Tranches et lots.....	4
1.3 Mesures de sécurité et obligations de confidentialité.....	4
1.4 Maîtrise d’œuvre	4
1.5 Intervenants autres que les parties	5
ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	5
2.1 Pièces particulières	5
2.2 Pièces générales.....	6
2.3 Date d’application et d’opposabilité des textes	6
PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES	6
ARTICLE 3 - CONTENU ET CARACTERE DU PRIX	6
3.1 Répartition des paiements	6
3.2 Contenu des prix.....	6
3.3 Caractéristiques des prix pratiqués.....	7
3.4 Variations dans les prix	7
3.5 Répartition des dépenses communes de chantier	8
ARTICLE 4 - REGLEMENT DES COMPTES	9
4.1 Modalités du règlement des comptes	9
4.2 Travaux imprévus.....	9
DELAI D’EXECUTION – PENALITES ET PRIMES.....	10
ARTICLE 5 - DELAI D’EXECUTION DES TRAVAUX.....	10
5.1 Calendrier prévisionnel d’exécution	10
5.2 Calendrier détaillé d’exécution	10
5.3 Prolongation du délai d'exécution	11
ARTICLE 6 - PENALITES POUR RETARD – PRIMES D’AVANCE.....	11
6.1 Pénalités pour retard	11
6.2 Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution.....	13
6.3 Primes d'avances.....	13
6.4 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	13
CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	14
ARTICLE 7 - RETENUE DE GARANTIE	14
ARTICLE 8 - AVANCE	14
8.1 Avance de 5 %.....	14
8.2 Délai de paiement des avances	14
8.3 Remboursement des avances jusqu’à 15 %.....	14
ARTICLE 9 - PAIEMENT	14
9.1 Délais de paiement	14
9.2 Intérêts moratoires	14
9.3 Indemnité forfaitaire.....	15
PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX.....	15
ARTICLE 10 - PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS	15
ARTICLE 11 - CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS	15
PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	15
ARTICLE 12 - PERIODE DE PREPARATION – PROGRAMME D’EXECUTION DES TRAVAUX.....	15
12.1 Période de préparation	15

12.2	Documents et Registre de chantier	15
12.3	Plans d'exécution – note de calcul – Etudes de détails	16
12.4	Prestations dues par les entreprises.....	16
12.5	Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	16
ARTICLE 13	- ORGANISATION - SECURITE ET HYGIENE DU CHANTIER.....	17
13.1	Règles de sécurité	17
13.2	Plan de prévention	18
13.3	Gestion des déchets de chantier	18
ARTICLE 14	- MESURE D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL.....	18
14.1	Application de la réglementation du travail.....	18
14.2	Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers	19
RECEPTION DES TRAVAUX	19
ARTICLE 15	- RECEPTION	19
ARTICLE 16	- DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION.....	19
ARTICLE 17	- DELAI DE GARANTIE	19
ARTICLE 18	- RESILIATION	20
ARTICLE 19	- LITIGES ET DIFFERENDS	20
ARTICLE 20	- DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX	20

GENERALITES

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le marché régit par le présent cahier des clauses administratives particulières est un marché de travaux de modification des façades et réhabilitation thermique de la CPAM Baratte, située 07 Rue Colonel Dartois 58000 NEVERS

Adresse postale : CPAM HD
50 Rue Paul Vaillant Couturier
TSA 99 998
58029 NEVERS CEDEX

Les travaux seront réalisés en site occupé et en une seule phase.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ainsi que dans le CCTC (Cahier des clauses communes).

1.2 Tranches et lots

Le marché est composé de :

- UNE TRANCHE FERME

Les travaux sont répartis en 8 lots définis comme suit :

Lot 1 MACONNERIE

Lot 2 ETANCHEITE

Lot 3 MENUISERIE ALUMINIUM SERRURERIE

Lot 4 BARDAGE METALLIQUE

Lot 5 PLATRERIE PEINTURE – ITE -MENUISERIE BOIS

Lot 6 ELECTRICITE

Lot 7 CHAUFFAGE VENTILATION

Lot 8 PHOTOVOLTAIQUE

1.3 Mesures de sécurité et obligations de confidentialité

Un acte d'engagement de confidentialité devra être signé par les titulaires avant le démarrage des travaux.

1.4 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

SARL LMN ARCHITECTES

2, Rue de la Monnaie

03160 BOURBON L'ARCHAMBAULT

Tel: 04.70.67.07.25

Email : lmnarchi@lmn-architectes.fr

1.5 Intervenants autres que les parties

1.5.1 Contrôle technique (CT)

SOCOTEC CONSTRUCTION

Mme Julie LAFFAY

6 Rue du Bengy CS 40005

58640 VARENNES VAUZELLES CEDEX

Téléphone : 03.86.71.93.20

Email : julie.laffay@socotec.com

1.5.2 Coordination santé, protection et sécurité (CSPS)

SOCOTEC CONSTRUCTION

M. Vincent JEANGUILLAUME

6 Rue du Bengy CS 40005

58640 VARENNES VAUZELLES CEDEX

Téléphone : 03.86.71.93.20

Email : vincent.jeanguillaume@socotec.com

1.5.3 Coordination Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI)

Sans objet

1.5.4 Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC)

SARL LMN ARCHITECTES

2, Rue de la Monnaie

03160 BOURBON L'ARCHAMBAULT

Tel: 04.70.67.07.25

Email : lmnarchi@lmn-architectes.fr

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

2.1 Pièces particulières

- 1) l'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes
- 2) le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- 3) le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) généralités et par lots et annexes éventuelles
- 4) le mémoire technique, justifiant des dispositions que le titulaire s'est proposé d'adopter lors de la consultation, pour l'exécution des travaux
- 5) le calendrier d'exécution des travaux
- 6) les plans
- 7) le rapport amiante avant travaux
- 8) l'étude thermique TH-C-E ex
- 9) le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé et ses modifications ultérieures
- 10) les modalités pratiques de coopération entre le coordonateur SPS et les intervenants définies par le Maître d'Ouvrage
- 11) les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants

- 12) la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
- 13) les documents spécifiques remis par l'entreprise une fois ceux-ci rendus contractuels par le maître d'ouvrage.

2.2 Pièces générales

- 1) le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux
- 2) les normes françaises issues des normes européennes citées dans le cahier des clauses techniques particulières, et DTU dans leur édition en vigueur à la date de consultation
- 3) le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG.) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 sous réserve des dispositifs auquel il est dérogé par les pièces particulières visées ci-dessus dont la liste figure in fine du présent CCAG.

2.3 Date d'application et d'opposabilité des textes

Les textes et normes opposables au titulaire sont ceux qui sont applicables le 1^{er} jour du mois zéro (Mo). Lorsqu'un texte est d'application immédiate du fait de la réglementation :

- Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra, si cela est possible, décider de ne pas l'appliquer ;
- S'il choisit de l'appliquer à l'opération en cours, le titulaire aura droit à l'indemnisation des incidences éventuelles générées par cette application.

PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

ARTICLE 3 - CONTENU ET CARACTERE DU PRIX

3.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement et ses avenants éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses sous-traitants en cas de paiement direct.

En cas de groupements conjoint d'entreprise, l'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à chaque cotraitant.

En cas de groupement solidaire, l'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à chaque cotraitant.

3.2 Contenu des prix

Les prix du marché sont hors T.V.A. et seront établis en tenant compte :

- des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés au 1.2 ci-dessus ;
- des dépenses communes de chantier.

Aucune prestation ou sujétion ne pourra faire l'objet d'un supplément si elle n'est pas reconnue par le Maître d'œuvre comme complémentaire au programme prévu.

Le devis descriptif définit pour le titulaire la nature des ouvrages et leurs localisations.

Sauf spécifications particulières, le titulaire reste maître des moyens et techniques à employer et devra par conséquent réaliser tous les travaux de sa compétence, relatifs à sa profession et qui sont indispensables à l'achèvement complet des ouvrages.

L'entrepreneur doit procéder à un examen des lieux et réunir les renseignements nécessaires pour l'étude du projet et l'établissement de sa proposition. Il est bien précisé que les quantités figurant sur le cadre de

décomposition forfaitaire, remises aux entreprises avec le dossier de consultation, sont données à titre purement indicatif et que l'entrepreneur doit les vérifier de manière à remettre un prix forfaitaire sous son entière responsabilité.

Aucun supplément ne sera accordé au motif d'une omission ou d'une erreur éventuelle dans les quantités indiquées dans le dossier de consultation.

Aucun supplément ne pourra être admis sauf s'il est reconnu comme complémentaire au programme prévu et s'il a fait l'objet d'un ordre de service délivré par le Maître d'œuvre et contresigné par le pouvoir adjudicateur.

Dès la consultation du dossier et avant la remise de l'acte d'engagement, l'entrepreneur, dans le cadre de son obligation de conseil professionnel, prendra soin de signaler par écrit au maître d'œuvre toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans le programme ou l'exécution prévu. En aucun cas, l'entrepreneur ne pourra arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions du CCTP ou des plans pour justifier une demande de supplément.

3.3 Caractéristiques des prix pratiqués

Le présent marché est conclu à prix global et forfaitaire.

3.4 Variations dans les prix

Les prix du marché sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ou de la dernière offre. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché est :

BT01 : tous corps d'état

Les prix de base sont révisés, par application de la formule suivante :

$$C_n = 0,125 + 0,875 \left(I_n / I_0 \right)$$

dans laquelle I_0 et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I du marché ou du lot concerné respectivement au mois zéro et au mois n.

Révisions provisoires

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

Les index sont publiés et consultables sur la base de données de l'INSEE (Recherche par identifiant) à l'adresse suivante : <https://www.insee.fr/fr/information/3128533>.

3.5 Répartition des dépenses communes de chantier

3.5.1 Dépenses d'investissement

Les dépenses dont la nature est indiquée ci-après sont réputées rémunérées par les prix du marché avec le titulaire du lot indiqué ci-dessous (se reporter également au CCTP et au PGCSPS) :

Lot 1 Maçonnerie

- Fourniture et mise en place de barrières de chantier de type Héras ou équivalent et comprenant (dispositif de sécurité du chantier, signalisation propre au chantier et son accès, barrières en périphérie extérieur du bâtiment, barrières pour délimitation des zones de stockage, amené des barrières et leur mise en place, remplacement éventuel et entretien pendant toute la durée du chantier, déplacement selon avancement et phasage des travaux, repli en fin de chantier)
- Nettoyage complet du chantier et de ses abords en cours de chantier et en fin de chantier.
- Nettoyage (balayage et jet d'eau) de l'accès de chantier et de la voie publique sur demande du Maître d'Ouvrage ou de l'Architecte.

Lot 6 Plâtrerie Peinture - ITE - Menuiserie Bois

- Constat d'Huissier de l'ensemble des locaux intérieurs et des espaces extérieurs sur la parcelle (parkings, circulations, espaces verts, clotures), de la voirie et trottoirs publics et façades existantes.
- Etablissement panneau pour la déclaration d travaux et panneau de chantier réglementaire avec intervenants suivant article L.324.1 du Code du travail
- Panneau avec indication "Chantier interdit au public"
- Mise en place d'un WC provisoire de chantier avec lavabo compris raccordement en eau potable et vidanges des EU/EV sur égout ou regard existant pour la durée du chantier.
- Branchement provisoire eau de chantier avec tuyauteries depuis le compteur d'eau existant.
- Utilisation d'une pièce mise à disposition par le Maître d'Ouvrage pour le vestiaire de chantier pour la durée du chantier
- Utilisation d'une pièce mise à disposition par le Maître d'Ouvrage pour le bureau de chantier faisant aussi office de réfectoire si besoin (y compris tables et chaises) pour la durée du chantier.
- Nettoyage et entretien du WC de chantier et des locaux laissés à disposition par le Maître d'Ouvrage en réalisant un contrat avec l'entreprise réalisant déjà le ménage des locaux de la CPAM.
- Frais de reprographie pour un dossier de CCTP et plans TCE complet à laisser sur place.
- Mise en place de moyens de chauffage et/ou ventilation des locaux en cas de besoin

NB : **Consommations** : les consommations d'eau, d'électricité et de chauffage seront directement prises en charge par le Maître d'Ouvrage

3.5.2-Dépenses de fonctionnement

Les charges temporaires de voirie et de police

Les frais d'ouverture et de fermeture provisoire des bâtiments

Pour le nettoyage du chantier :

- Chaque entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé;
- Chaque entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation, de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées et du remplacement de tout matériel dérobé;

3.5.3 - Dépenses diverses

Seront portés au compte prorata (si besoin) géré par le lot 6 : Plâtrerie Peinture – ITE - Menuiserie Bois

- frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable.

- frais de nettoyage, de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou contournés dans les cas suivants :

* l'auteur des dégradations ou des détournements ne peut être découvert

* les défauts de nettoyage, les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés à l'entrepreneur titulaire d'un lot déterminé

* la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.

Toutefois, les fournitures et matériels présentant un caractère particulièrement onéreux demeureront jusqu'à la réception aux risques exclusifs de l'entrepreneur chargé de leur mise en œuvre.

L'entrepreneur titulaire du lot N° 6 procède au règlement des dépenses visées ci-dessus, Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les entrepreneurs lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

Préchauffage : Les entrepreneurs dont les dispositions d'exécution sont liées à une température minimale ou à un degré hygrométrique limité ne pourront refuser l'exécution ou la continuation de leurs travaux s'il est possible de satisfaire à ces conditions par un préchauffage approprié.

ARTICLE 4 - REGLEMENT DES COMPTES

4.1 Modalités du règlement des comptes

L'entrepreneur est tenu de joindre à son acte d'engagement, une décomposition du prix global et forfaitaire portant signature et tampon en dernière page qui servira à l'établissement des décomptes provisoires.

Les prix d'unité contenus dans la décomposition du prix global forfaitaire seront utilisés pour l'établissement des prix nouveaux, des prix des travaux supplémentaires ou modifiés. Ils serviront aussi au calcul de la réfaction des prix si des travaux initialement prévus n'étaient pas réalisés.

Le titulaire présentera au maître d'œuvre chaque mois, un projet de décompte mensuel suivant le modèle prévu qui devra reprendre la décomposition du DPGF pondérée par le pourcentage des travaux réalisés au 30 du mois précédant la facturation. Ce décompte sera établi sur la base des documents contractuels correspondants et conformément aux dispositions générales.

Après achèvement des travaux, le titulaire présentera un projet de décompte final des travaux exécutés décomposant les travaux comme suit :

- 1ère partie : travaux prévus au marché reprenant la décomposition du prix global forfaitaire détaillé ;

- 2ème partie : travaux modificatifs (éventuels) comportant les travaux en moins initialement compris dans le prix global forfaitaire, et les travaux en plus avec référence aux ordres de service correspondants.

4.2 Travaux imprévus

Les travaux non prévus, acceptés par le représentant du pouvoir adjudicateur, seront réglés :

- par référence aux prix unitaires de prestations identiques ou assimilables figurant dans la décomposition détaillée du prix global forfaitaire

- par des prix librement négociés dans le cas de travaux de nature différente de ceux prévus au marché.

Lorsque la personne signataire du marché et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant au marché.

DELAI D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES

ARTICLE 5 - DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX

5.1 Calendrier prévisionnel d'exécution

Le délai global d'exécution des travaux tous corps d'état, fixé dans l'Acte d'Engagement, est de 11 mois (hors préparation de préparation et hors périodes de congés).

Ce délai aura pour origine la date fixée par l'ordre de service général de démarrage des travaux.

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans le délai d'ensemble, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution joint en annexe.

5.2 Calendrier détaillé d'exécution

a) Le calendrier détaillé d'exécution est établi par le maître d'œuvre (qui à la mission OPC) en concertation avec les entreprises, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution cité au 5.1 ci-dessus et devra être élaboré pendant la période de préparation et, en tout état de cause, avant le démarrage effectif des travaux

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique, en outre, pour chacun des lots :

- la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ;
- la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier.

Après acceptation par les entrepreneurs, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le maître d'œuvre à l'approbation du pouvoir adjudicateur au plus tard le jour précédant la date à laquelle doit être émis le premier ordre de service de début de travaux.

b) Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

c) Pour chacun des marchés le délai de six mois prévu à l'article 46.2.1 du CCAG TR est majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ des délais d'exécution propres :

- au lot débutant en premier les prestations d'une part ;
- au lot considéré d'autre part.

d) Au cours du chantier et après concertation avec les différents entrepreneurs concernés, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution. Ces modifications ne doivent entraîner aucune répercussion sur le délai d'exécution de l'ensemble des lots. Elles tiennent compte toutefois, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application des art 19.2.2 et 19.2.3 (premier alinéa) du CCAG TR.

e) Le calendrier initial visé au 5.2 a), éventuellement modifié comme il est indiqué au 5.2 d), doit être approuvé et signé par tous les titulaires du marché. Il est notifié par ordre de service à tous les entrepreneurs par le maître d'ouvrage.

5.3 Prolongation du délai d'exécution

En vue de l'application éventuelle du deuxième alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG Travaux, le délai d'exécution des travaux sera prolongé, au delà de 10 jours d'intempéries, d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels mentionnés ci-dessous dépassera son intensité limite et entraînera un arrêt de travail sur le chantier (la station météo de référence étant : Centre météorologique de Nevers Marzy)

Nature du phénomène Intensité limite et durée

Précipitations	10mm
Neige	5cm
Vitesse du vent	70km/h
Gel	-5° à 10h00

ARTICLE 6 - PENALITES POUR RETARD – PRIMES D'AVANCE

6.1 Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, en cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution qu'il s'agisse de prestations ponctuelles ou de l'ensemble du marché ou d'une tranche pour laquelle un délai d'exécution partiel ou une date limite a été fixée, il est appliqué des pénalités dans les conditions suivantes :

Retard dans l'exécution d'une tâche ou d'une séquence, même partielle, définie dans le calendrier détaillé d'exécution des travaux ou entraînant le constat d'une gêne ou d'un retard à une autre entreprise	200 euros par jour ouvrable de retard et par tâche.
Retard dans la libération des pieds de façades, des terrains et/ou des emplacements mis à la disposition par le maître d'ouvrage	200 euros par jour ouvrable de retard et par demande
Non-respect des demandes d'intervention demandées par le maître d'œuvre, l'OPC ou le coordinateur SSI pendant les travaux, jusqu'à et y compris la totale levée des réserves mentionnées lors de la réception des ouvrages.	200 euros par jour ouvrable de retard et par demande
Retard dans l'exécution des demandes d'intervention demandées par le coordonnateur S.P.S. pendant les travaux.	250 euros par jour ouvrable de retard suite à demande
Manquement aux obligations en matière de bonne tenue du chantier y compris retard dans le nettoyage de chantier pendant les travaux ou pour l'évacuation des bennes ou déchets de chantier : cette retenue sera appliquée à l'entreprise responsable des salissures ou au compte prorata si le responsable ne peut être nommé.	200 euros par jour ouvrable de retard suite à constat
Non-respect de la charte chantier faible nuisances annexée au CCTC pour : <ul style="list-style-type: none"> - Non-respect des obligations de nettoyage des véhicules ; - Salissures des voies ; - Non-respect des plans de circulation de chantier Matériel non-conforme aux exigences techniques - Non production des documents de suivi de la qualité environnementale du chantier.	500 euros par infraction
<ul style="list-style-type: none"> - Présence de déchets hors benne ou dans une benne non appropriée, - Dépôt sauvage, embarras de chantier ou enfouissement des déchets ; 	1 000 euros par infraction
Retard dans la remise d'un document. On entend par document : <ul style="list-style-type: none"> - les plans ou autres documents et objets nécessaires à l'exécution (échantillons, nuanciers, prototypes, fiches techniques, etc.), - les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, - et tous les documents nécessaires au contrôleur technique, au coordonnateur SSI ou au coordonnateur sécurité (procès-verbaux d'essais, demandes d'ATEX, fiches d'essais COPREC, etc.) - Les DOE à l'issue de la réception des travaux 	200 euros par jour ouvrable de retard et par document

Retard de plus d'un quart d'heure à une réunion de chantier.	100 euros par réunion
Absence non justifiée à une réunion de chantier. Une excuse à moins de 48 heures avant la réunion ne sera pas acceptée.	200 euros par réunion
Absence non justifiée à une réunion nécessaire à la bonne exécution des travaux et provoquée à la demande du maître d'œuvre, de l'OPC, du coordonnateur SPS, du contrôleur technique ou du coordonnateur SSI	200 euros par réunion
Non réalisation d'une prestation décrite dans un compte-rendu de chantier ou dans le CCTC	200 euros par jour ouvrable et par demande dès le second rappel.
Retard dans l'exécution de tests ou essais réclamés par la maîtrise d'œuvre ou le contrôleur technique	200 euros par jour ouvrable
Absence ou retard dans la mise à disposition et à jour sur site des plans de chantier et/ou d'exécution de son lot à ses employés	200 euros par jour ouvrable
Retard dans le repliement des installations de chantier et libération du site et/ou des locaux	500 euros par jour ouvrable

Nota : Ces retenues sont appliquées, sans mise en demeure préalable, sur simple constat du maître d'œuvre, de l'OPC ou du coordonnateur SPS dès la première situation de travaux qui suit le constat. Par ailleurs, sous certaines conditions de rattrapage effectif et réellement constaté et nonobstant les gênes provoquées aux autres entreprises, les retenues appliquées peuvent être partiellement ou totalement annulées par le maître d'œuvre à tout moment de l'exécution du marché.

6.2 Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

En cas de retard dans la remise des documents à fournir par le titulaire conformément à l'article 40 du CCAG., une retenue égale à 1 000 € sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du CCAG., sur les sommes dues au titulaire.

6.3 Primes d'avances

Il n'est pas prévu de prime pour avance.

6.4 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

A la fin des travaux, dans le délai contractuel, l'entrepreneur devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier. En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur après mise en demeure par ordre de service.

CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

ARTICLE 7 - RETENUE DE GARANTIE

Chaque acompte fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5 %. Elle s'applique sur les avenants éventuels augmentant le marché.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues dans le Code de la Commande Publique (CCP).

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés dans les conditions prévues dans le CCP.

ARTICLE 8 - AVANCE

8.1 Avance de 5 %

Une avance de 5% sera versée au titulaire des lots lorsque le montant initial du marché ou de la tranche affermie est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, sauf refus du titulaire indiqué dans son acte d'engagement.

8.2 Délai de paiement des avances

Le délai de paiement de l'avance court à compter de la date de notification de l'ordre de service qui emporte commencement d'exécution des prestations.

8.3 Remboursement des avances jusqu'à 15 %

Le remboursement de l'avance jusqu'à 15% effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché ou de la tranche atteint ou dépasse 65 % du montant initial du marché ou de la tranche.

Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

ARTICLE 9 - PAIEMENT

9.1 Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R.2192-10 du Code de la Commande Publique.

9.2 Intérêts moratoires

Conformément à l'article R.2192-31 du Code de la commande publique le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de

refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

9.3 Indemnité forfaitaire

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé par décret.

PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX

ARTICLE 10 - PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Il est rappelé à ce sujet que, sauf dans le cas où le maître de l'ouvrage aurait accepté, lors de l'appel d'offres, des matériaux ou produits différents de ceux dont la référence figure au CCTP, ce sont les matériaux ou produits prévus au CCTP qui doivent obligatoirement être mis en œuvre.

ARTICLE 11 - CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le CCTP définit les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

ARTICLE 12 - PERIODE DE PREPARATION – PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX

12.1 Période de préparation

Il est fixé une période de préparation. Cette période de préparation n'est pas comprise dans le délai d'exécution. Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG TR, sa durée est de 30 jours à compter de l'ordre de service qui prescrira de la commencer.

La durée de la période de préparation peut être prolongée par ordre de service, sauf si la raison du retard éventuel est imputable au titulaire ; l'ordre de service prolonge le délai d'exécution du marché de la même durée.

12.2 Documents et Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG, il ne sera pas prévu de registre de chantier. Toutefois l'entreprise du lot principal (**lot 6 Plâtrerie Peinture Menuiserie bois**) est tenue de mettre à jour un exemplaire complet de l'ensemble des plans et pièces écrites des marchés TCE dans le bureau de chantier.

Nota : Une armoire à plans avec un code d'accès sera mise en place par la maîtrise d'œuvre dès l'ouverture du chantier qui permettra à toutes les entreprises d'accéder aux plans et documents dématérialisés mis à jour. Le code d'accès sera indiqué sur les comptes rendus de chantier.

12.3 Plans d'exécution – note de calcul – Etudes de détails

Les documents nécessaires à l'exécution des ouvrages établis par le maître d'œuvre sont remis gratuitement au titulaire.

En cours d'exécution des travaux, les documents complémentaires (plans d'atelier ou de chantier, détails etc...) établis par le titulaire seront soumis au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 8 jours après leur réception.

Dans le cadre de la loi du 4/1/78 modifiée relative à la responsabilité et à l'assurance construction, tous les plans d'exécution et notes de calcul doivent être visés par le contrôleur technique mentionné à l'article 6.2.3 du présent CCAP, celui-ci donnera son avis dans un délai de 8 jours.

12.4 Prestations dues par les entreprises

Préalablement à tout démarrage de chantier, il est procédé aux opérations énoncées ci-après :

- fourniture des plans de scellement et de réservation par l'entreprise concernée dans le cadre du planning travaux.
- établissement par les entrepreneurs et présentation au visa du maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG Travaux, du programme d'exécution des travaux auquel est annexé le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires (le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation),
- établissement par les entrepreneurs des documents nécessaires à l'exécution des ouvrages, notes de calcul et études de détail dans les conditions prévues à l'article 29.2 du CCAG TR
- établissement d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé après inspection commune organisée par le coordonnateur S.P.S. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (co-traitants et sous-traitants).

Les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé doivent être remis au coordonnateur S.P.S. dans un délai de 20 jours à compter du début de la période de préparation.

Tout retard sera sanctionné selon le § 6.1

12.5 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

A/ Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent CCAP sous le nom de coordonnateur S.P.S.

B/ Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'oeuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris des entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement,...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre arrêter tout ou partie du chantier.

C/ Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

C.1 Libre accès du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

C.2 Obligations du titulaire

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. le Plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (PPSPS)

ARTICLE 13 - ORGANISATION - SECURITE ET HYGIENE DU CHANTIER

D'une façon générale, il est fait obligation aux entreprises de référer au maître d'œuvre avant tout travail pouvant créer une gêne ou une nuisance particulière pour le personnel de l'organisme.

13.1 Règles de sécurité

Matériels : Les matériels, appartenant au titulaire ou mis à sa disposition par l'organisme, doivent être tenus en bon état de marche et seront régulièrement contrôlés ; ils devront rester ou être rendus conformes aux règles de sécurité en vigueur.

Biens : Toutes précautions sont prises pour que l'état des meubles, immeubles, aménagements, machines ne soit pas altéré en particulier par la projection de produits.

Il est rigoureusement interdit au personnel du titulaire de manipuler, pour quelque raison que ce soit, les appareils et matériels se trouvant dans les locaux non prévus par l'objet du présent marché.

Les portes et fenêtres seront fermées et les éclairages éteints dès achèvement des travaux.

Personnes : Le titulaire instruit son personnel sur les règles de sécurité du travail, tant générales que particulières. Il veille à faire observer, par son personnel, les règles de sécurité du travail. Il est rappelé que l'entrepreneur demeure responsable de ses propres dispositifs de sécurité.

Le titulaire s'engage à faire respecter auprès de son personnel, les règlements intérieurs et de sécurité. Il sera notamment interdit au personnel du titulaire :

- d'utiliser le téléphone sans autorisation de l'organisme ou de son représentant,

- de prendre des repas ou casse-croûte à l'intérieur des locaux,
- d'introduire et / ou de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux, aussi bien que d'y pénétrer en état d'ivresse,
- de provoquer du désordre, d'une façon quelconque, sur les lieux du travail et leurs dépendances,
- de tenir des réunions dans l'enceinte des locaux,
- de manquer de respect aux usagers et personnels,
- de se faire aider, dans l'exécution de son travail, par une personne étrangère à l'entreprise,
- de pénétrer sur le site sans badge d'identité,
- de fumer dans les locaux,
- de faire pénétrer dans l'enceinte des locaux toute personne étrangère à l'entreprise.

13.2 Plan de prévention

Le titulaire doit se conformer parfaitement à l'ensemble des dispositions prévues par le Code du travail et par la réglementation en vigueur à la date d'exécution des travaux, l'application desdites dispositions relevant totalement de la responsabilité du titulaire.

Le titulaire établit un plan de prévention qui est remis à l'organisme et aux organismes d'hygiène et de sécurité dans les 15 jours qui suivent la notification du contrat. Il indique de façon précise et détaillée :

- les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques courus par le personnel tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans les différentes phases d'exécution des travaux. Il explicite, en particulier, les moyens de prévention concernant d'une part, les chutes de personnel et de matériaux, d'autre part, les circulations verticales et horizontales d'engins ;
- les mesures concourant à une bonne hygiène de travail.

Le plan de sécurité est tenu à jour par le titulaire qui doit en signaler les modifications à l'organisme. Le titulaire s'engage également à faire respecter par son personnel le règlement intérieur du site. Son non-respect implique sa responsabilité. A cet effet, le titulaire informe son personnel qu'il doit prendre connaissance des consignes particulières du site auprès de l'organisme.

13.3 Gestion des déchets de chantier

Chaque titulaire effectue les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation de ses propres déchets vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur. Tout retard sera sanctionné selon le § 6.1

ARTICLE 14 - MESURE D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL

14.1 Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant du pouvoir adjudicateur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à

l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

14.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Les demandes de paiement seront libellées en euros.

RECEPTION DES TRAVAUX

ARTICLE 15 - RECEPTION

Pour l'application de l'article 41 du CCAG. :

- la réception a lieu à l'achèvement complet de l'ensemble des travaux relevant de tous les lots considérés et lorsque l'ensemble des locaux sont rendus en parfait état de propreté et dont les installations techniques sont également en parfait état fonctionnement.

Nous rappelons que chaque entrepreneur est responsable de l'auto-contrôle de ses prestations et de leur conformité tout au long du chantier.

- le titulaire du lot principal est chargé d'aviser le représentant du pouvoir adjudicateur de la date à laquelle ces travaux sont ou seront considérés comme achevés.

Postérieurement à cet avis, la procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots considérés, comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG

ARTICLE 16 - DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Le titulaire est tenu de remettre au pouvoir adjudicateur avant la réception, la notice de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, établie conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur. Tout retard sera sanctionné selon le § 6.1.

ARTICLE 17 - DELAI DE GARANTIE

Le titulaire du présent marché doit trois types de garanties :

- 1 - la garantie de parfait achèvement,
- 2 - la garantie biennale,
- 3 - la garantie décennale.

1 – Le délai de *garantie de parfait achèvement* est fixée pour tous les travaux et ouvrages, à 1 an à compter de la date d'effet de la réception.

Au titre de cette obligation, le titulaire doit en particulier :

- remédier à ses frais à tous les désordres dont les causes lui sont imputables, et qui se produiraient durant le délai de garantie, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il se trouvait lors de la réception ou après reprises des imperfections constatées ;
- exécuter les travaux de finition ou de reprises demandés lors de la réception.

2 – La *durée de garantie de bon fonctionnement* est fixée à 2 ans à compter de la date d'effet de la réception pour tous les équipements qui ne relèvent pas de la garantie décennale. Les fabricants d'un ouvrage, d'une partie d'ouvrage ou d'un équipement sont solidairement responsables de cette garantie avec l'entrepreneur ayant procédé à l'installation desdits biens en conformité.

3 – La *garantie décennale* est fixée à 10 ans à compter de la date d'effet de la réception couvre les dommages tels qu'ils sont définis par les principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2 et 1792-4-1 du Code Civil. Les fabricants d'un ouvrage, d'une partie d'ouvrage ou d'un équipement sont solidairement responsables de cette garantie avec l'entrepreneur ayant procédé à l'installation desdits biens en conformité avec les principes dont s'inspire l'article 1792-4 du Code Civil.

ARTICLE 18 - RESILIATION

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marchés, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article R.2143-6 et suivants du Code de la Commande Publique et selon les dispositions des articles 49, 50.3 et 51 du CCAG Travaux. Par dérogation à l'article 50.4 aucune indemnité ne sera versée au titulaire, en cas de résiliation pour motifs d'intérêt général.

Outre les cas de résiliation décrits dans le CCAG TR, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, si les prestations se révélaient insatisfaisantes ou non conformes aux stipulations du marché, par lettre recommandée avec accusé réception, sans préavis ni indemnité.

Le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder, par un tiers, à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 52 du CCAG TR

ARTICLE 19 - LITIGES ET DIFFERENDS

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 55 du CCAG Travaux. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 20 - DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

Nature de la dérogation	Articles du CCAG- TRAVAUX auxquels il est dérogé	Articles du CCAP introduisant ces dérogations
Pièces constitutives du marché	4.1	2
Pénalités pour retard	19.2.1	6.1
Période de préparation	28.1	12.1
Registre de chantier	28.5	12.2
Résiliation	50.4	18